



POPULATION
12,0 MILLIONS
PIB PAR HABITANT
3 897 \$US



## PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	2020	2021	2022 (e)	2023 (f)
Croissance PIB (%)	-8,7	4,5	2,5	1,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,9	6,6	9,4	8,2
Solde public / PIB (%)	-9,1	-7,6	-6,6	-5,3
Solde courant / PIB (%)	-5,9	-6,1	-9,1	-8,0
Dette publique / PIB (%)	82,8	81,8	88,8	89,2

(e) : Estimation (p) : Prévision

### POINTS FORTS

- Économie diversifiée : industrie manufacturière, pétrochimie, transports, agriculture, tourisme
- Proximité du marché européen
- Soutien des bailleurs de fonds extérieurs
- Potentiel touristique
- Ressources naturelles (phosphates et hydrocarbures)

### POINTS FAIBLES

- Société sous tension : chômage des jeunes (~40%), disparités côte-intérieur, fuite des cerveaux et émigration clandestine, paix sociale fragile
- Après la révolution de 2011, incertitude politique et institutions non encore stabilisées
- Secteur public difficile à réformer et masse salariale pesant dans le budget de l'Etat
- Secteur touristique durablement affaibli par des chocs successifs
- Recul de l'avantage compétitif (textile, tourisme)

## APPRÉCIATION DU RISQUE

### Un président à l'avenir incertain face à des oppositions multiples

Une décennie après la révolution de 2011, un parlementarisme dysfonctionnel, dans lequel s'affrontaient président, premier ministre et parlement, a été remplacé par un régime ultra-présidentialiste. Après avoir été élu en octobre 2019, le président Kaïs Saïed a progressivement imposé son calendrier institutionnel, en suspendant le Parlement, limogeant le premier ministre et prenant en main le pouvoir judiciaire fin juillet 2021 pour gouverner par décret. Un référendum constitutionnel a vu l'approbation en juillet 2022 d'un système centré sur le président (et introduisant des pouvoirs locaux aux attributions encore floues). En décembre 2022 - janvier ont eu lieu des législatives anticipées à deux tour marquées par une très faible participation, expliquée par un boycott des partis et le mot d'ordre du puissant syndicat UGTT très présent dans les entreprises publiques. Le président Saïed semble encore

bénéficier d'une certaine aura dans les classes populaires, mais la dégradation de la situation économique, l'opposition syndicale et la défiance des élites libérales poseront des défis à la mise en œuvre de réformes. Depuis 2020, la position de la Tunisie vis-à-vis de ses partenaires internationaux s'est affaiblie. D'une part, les pays occidentaux apparaissent préoccupés par ce qu'ils estiment être un recul démocratique, sans pour autant interrompre leur soutien financier. L'Europe semble vouloir éviter une déstabilisation du pays alimentant les flux migratoires. Après la fuite des cerveaux (39 000 ingénieurs et 3000 médecins entre 2015 et 2020), le chômage (~20% en 2022) et désormais l'inflation constituent une incitation aux départs illégaux vers l'Italie. D'autre part, la Tunisie tient difficilement sa position traditionnelle de neutralité régionale. Alger utilise le gaz comme moyen de pression afin que Tunis s'éloigne du Caire et de Rabat.

### **Entre crise politique, plan d'austérité et ralentissement européen, la croissance atterrit rapidement**

Après une année déjà difficile pour le pouvoir d'achat, 2023 devrait voir un ralentissement supplémentaire de la consommation, comprimée par l'inflation, une politique monétaire restrictive et une baisse des subventions promise au FMI. Les difficultés persistantes de financement extérieur créent des pénuries de produits importés : alimentation, carburants, médicaments. Par ailleurs, la levée progressive des subventions sur les produits de base devrait particulièrement peser sur les classes populaires. L'agriculture locale (~13% du PIB et de l'emploi) peine : les pénuries d'eau s'aggravent, alors que l'instabilité politique retarde les adaptations soutenues par des financements concessionnels. Le climat d'incertitude pèse sur l'investissement, car les entreprises resteront dans l'attente tant que la situation politique ne se sera pas stabilisée et que l'accord avec le FMI n'aura pas été conclu. Dans un contexte budgétaire difficile, l'investissement public (hors projets aidés) devrait rester une variable d'ajustement.

Etant fortement liée au cycle économique européen, l'économie tunisienne devrait souffrir de débouchés atones. Malgré une hausse annuelle de 83% des revenus du tourisme en 2022, les entrées de visiteurs n'atteignaient toutefois que 60% du niveau de 2019. L'industrie (16% du PIB), relativement diversifiée, souffre de la cherté de l'énergie ainsi que d'une demande européenne fébrile depuis la fin 2022. Par exemple, le textile semble particulièrement touché, avec 6000 emplois perdus entre septembre 2021 et 2022. Localisée dans l'intérieur sinistré par le chômage, l'industrie du phosphate fut encore perturbée en 2022 par des blocages récurrents, la faisant passer en quelques années du 5<sup>ème</sup> au 12<sup>ème</sup> rang mondial des producteurs. Le difficile financement des déficits et une dépréciation du dinar tunisien sur les marchés officiel et parallèle devraient toutefois probablement provoquer une limitation des importations, d'où une stabilisation à un niveau élevé des importations nettes.

### **Sans le soutien du FMI, une crise financière n'est pas à exclure**

Face à un risque de défaut, la Tunisie négocie un programme assorti d'un prêt (mécanisme élargi de crédit) de 1,9 milliards USD sur 4 ans avec le FMI. Sans cette facilité, il est peu probable que les besoins de financement à court terme soient couverts, ce qui fait peser une menace sérieuse de restructuration ou de défaut de paiement de la dette, malgré l'aide financière régulière des partenaires bilatéraux. L'Algérie a ainsi accordé en décembre 2022 un prêt de 200 millions de dollars US doublé d'un don de 100 millions. Dans sa loi de finances présentée fin décembre 2022, le gouvernement prévoit une hausse de la masse salariale publique, de l'investissement et du service de la dette, plus que compensée par une hausse des impôts sur les entreprises privées et une baisse des subventions à la consommation. Etant donné son caractère inflammable, le président Saïed devra déployer tout son capital politique pour trouver les voies et moyens d'appliquer cette loi de finances, face à l'opposition de l'UGTT. Néanmoins, à la mi-janvier 2023, le FMI n'avait pas encore confirmé l'accord de principe trouvé en octobre, Tunis devant apporter des garanties supplémentaires sur les mesures d'assainissement et les Etats-Unis jouant de leur veto après avoir soutenu financièrement la jeune démocratie.

Or, la crise politique risque de retarder ou d'affaiblir les réformes structurelles des entreprises d'État coûteuses et endettées. Bien que la dette publique en devises étrangères soit élevée et expose au risque de change, environ 70% de celle-ci est détenue par des créanciers multilatéraux et bilatéraux.

Depuis 2020, le dinar suit une tendance baissière, mais une incapacité à honorer ses obligations de remboursement pourrait déclencher une fuite des capitaux et une accélération de la dépréciation. Sous l'effet de l'inflation importée, le déficit des échanges a d'ores et déjà augmenté en 2022, malgré la modeste reprise du tourisme qui contribue à améliorer la balance des services. Cela est plus que compensé par une détérioration de la balance des biens due à la hausse des prix à l'importation (énergie en particulier). Le déficit commercial atteint déjà 7,4 milliards d'euros en 2022, contre 4,8 en 2021. Par ailleurs, les remises des expatriés devraient reculer avec la récession attendue en Europe courant 2023. Par conséquent, les pressions à la hausse sur le déficit courant continueront. Du fait des difficultés à financer ce déficit courant, le gouvernement est contraint à limiter les importations et à devoir se concilier les bailleurs internationaux, notamment via des réformes concrètes. Le FMI alerte sur le risque que l'instabilité politique se traduise par une baisse des IDE, ce qui accentuerait la pression sur le dinar et les réserves de change. De fait, les réserves de change de la Banque centrale se sont réduites à l'équivalent de 3 mois d'importations fin 2022 contre 4 mois au début de l'année. En conséquence, l'institution monétaire a remonté son taux d'intérêt principal de 7,25 à 8% fin décembre 2022.

**Dernière mise à jour : Avril 2023**